

ENJEU SÉCURITÉ - "Vols par ruse" : faibles victimes, chiffres trafiqués (comme d'usage)

D'ABORD le visible - l'éclatant - à 84 jours du début des Jeux Olympiques (*quand s'écrivent ces lignes*) les fusillades font rage, les morts et blessés graves s'empilent ; le milieu criminel faisant - lui - place nette des prétentions officielles de mater les voyous et de rétablir l'ordre public ; ce dont l'actuel gouvernement est clairement incapable. Affaire grave car là est son essence même : de fait, aux fondements de "l'administration classique", on trouve que celle-ci (donc l'État) "A pour fonction de maintenir l'ordre social dit public, mais aussi de protéger".

Pire encore que l'impuissance de l'État-Macron à contraindre effectivement le banditisme : le pillage à bas bruit, quotidien, chaque jour plus grave, de la population par des bandes, d'usage allogènes ; sous cent formes diverses et sans trêve : cambriolages, logements, boutiques, ateliers, hangars, locaux professionnels ou agricoles ; vol massif de câbles de cuivre laissant des villages coupés du monde des semaines entières ; braquages par explosif de distributeurs de billets, laissant les même sans argent liquide ; pillages des pharmacies hors des centres-villes ; vols en masse des pots catalytiques des voitures, camions, autobus, etc.

Ces ravages sont peu dénoncés par les médias stipendiés qui ne réagissent qu'à certains stimuli, en mode capacité de nuisance. Or les modestes victimes de ces pillages en masse, locataires, commerçants, petits paysans, automobilistes, n'ont ni syndicats puissants, ni lobbies. Mais leur sort n'est pourtant pas le pire.

Un cran encore en dessous dans l'abandon public face à des meutes, vulnérables entre tous, les gens âgés, isolés et/ou handicapés. Ce qui les accable : les "vols par ruse", dits aussi "à la fausse qualité", opérés d'usage par des nomades criminalisés n'ayant pour limite que leur lâche imagination. Souvent, ils usurpent la qualité de policier, agent de mairie ou en mission de service public (eau, électricité, etc.) ; aussi, comme faux artisans prétextant d'une fuite, d'un contrôle de chaudière, du ramonage d'une cheminée, etc.

Sous cent prétextes, avec fausses cartes professionnelles ou vagues uniformes, ces bandits investissent à deux ou trois des maisons, distraient, captent l'attention de leur proie et volent des sacs à main, cartes de paiement, carnets de chèques, bijoux, objets d'art, économies mal cachées ; ce d'usage, les matins de jours ouvrables ; en moyenne, leurs victimes ont 75 ans et plus.

Bien d'autres trucs servent encore aux voyous à berner leurs confiantes victimes : simulation d'un malaise... besoin d'un verre d'eau... faux accident devant leur maison... "Serviable" porteur du sac de courses au marché... "Aide" au distributeur de billets... Parfois aussi, - "travaux" fictifs facturés de façon extravagante à des naïfs ignorant le coût réel de telles prestations.

Devant ce honteux pillage de gens sans défense, que fait l'État-Macron ? Pas grand-chose. D'abord, par absence de réactions des victimes, là où l'État capte les émotions publiques : réseaux sociaux, hauts cris de lobbies ou d'associations protectrices. Il y en existe d'efficaces pour cent communautés, ethniques, sociétales, sexuelles ; pour les animaux, même - pas pour les victimes âgées.

Mais les statistiques alors : comptage des cas, aggravation ou amélioration des faits ? Là l'État-Macron se retrouve sur un terrain familier ; par réflexe, il noie le poisson, disperse, ventile et ment, en affirmant bien sûr que "ça baisse". Dormez, braves gens.

Combien ce ces "vols par ruse... à la fausse qualité" sont-ils engloutis, dispersés, dans la série plus vaste des "vols sans violence" ? Cela, il faut creuser au niveau du commissariat de police, ou de la brigade de gendarmerie pour le saisir vraiment - là où le ministère de l'Intérieur détient seul des chiffres qu'il triture à son gré.

Sinon, parfois, divers officiels jettent quelque chiffre à un journaliste complice, comme un os à ronger. Voici les derniers :

- Zone gendarmerie (\pm 95% du territoire) en moyenne récente, "1 200 vols par ruse", par an,
- Préfecture de police de Paris (Paris plus petite couronne), 1 236 de ces vols en 2023,
- France entière "7 800 vols par ruse (connus) par an", 650 par mois en moyenne.

Calculons : la "zone police" couvre \pm 5% du territoire ; là-dessus, l'Île-de-France en fait plus de la moitié. Dans les 2% de zone police hors de l'Île-de-France, on compterait \pm 5 400 vols par ruse, pour 1 200 dans l'immense zone gendarmerie ; où, en plus, on signale la grande majorité de ces infractions ? Inapte.

En prime, fin 2023, le préfet de Seine Saint-Denis lui-même "Appelle à la vigilance face à une arnaque [ces vols par ruse] qui prend de l'ampleur dans son département" ? Et les multiples sites internet des mairies et préfectures, dénonçant récemment la multiplication des vols à la fausse qualité ?

Ce à quoi s'ajoute bien sûr le "chiffre noir", la quantité énorme de victimes ne portant pas plainte par honte d'avoir été roulées ou ignorance des voies de recours.

Une certitude : chaque jour, au strict minimum avéré, 22 victimes vulnérables sont ainsi dépouillées "par ruse" ; tout décompté honnêtement, on devait approcher les cent par jour. Et pour l'essentiel, l'État-Macron s'en désintéresse. ■